

La voix de l'opposition de gauche

Le 7 juin 2017

CAUSERIE

Si la « réforme » du code du travail présentée le 6 juin par le gouvernement était adoptée, les travailleurs redeviendraient taillables et corvéables à merci comme au XIXe siècle, face à des patrons de droits divins. Ce serait la plus formidable régression sociale mise en œuvre par un gouvernement depuis près d'un siècle.

En guise de rénovation du « modèle social », il s'agit purement et simplement de le détruire, non pas qu'on y serait attaché, loin s'en faut tant en réalité il est déjà favorable aux patrons, mais il conservait encore certaines dispositions protégeant les travailleurs de l'exploitation forcenée qui disparaîtraient.

En individualisant le contrat de travail, il cesse d'exister au profit de critères arbitraires définis par les patrons. Ils pourraient décider ou modifier à leur grès la durée de travail, le niveau et les composantes de la rémunération de chaque salarié, leurs conditions de travail, de licenciement, etc. entreprise par entreprise, poste de travail par poste de travail.

Contre ce coup d'Etat anti-social, je propose d'adopter le dispositif suivant :

1- Appel à la mobilisation générale de l'ensemble des travailleurs et de leurs organisations pour exiger le retrait du projet de contre-réforme du Code du travail par ordonnances.

2- Réunion le plus tôt possible des représentants de l'ensemble des formations politiques se réclamant du mouvement ouvrier (partis, organisations, mouvements, syndicats, associations, groupes, comités, clubs, etc.)

3- Constitution d'un bureau de coordination afin d'organiser la répartition des tâches et de maintenir en contact l'ensemble des participants, préparer les réunions suivantes, etc.

4- Communication. Communiqué de presse. Diffusion via tous les canaux de communication.

5- Réalisation du matériel destiné à faire connaître cet appel dans toute la France (Affiche, appel, tract) et partage de son financement... Un seul appel et un seul tract national.

6- Actions - Diffusions communes, mise en place de comités de préparation de la manifestation parisienne, meetings locaux unitaires... J'insiste bien sur le fait que les militants du POI, POID, NPA, LO, PCF, PG, FI, GMI, PRCF, ParDem, FA, CNT, FSC, Front Social, etc. diffuseraient le même matériel ensemble, fraternellement unis pour la même cause.

7- Manifestation nationale et unitaire à Paris devant l'Assemblée nationale le samedi 16 septembre.

8- Appel de l'ensemble des participants à la grève générale illimitée avec occupation à partir du 21 septembre jusqu'au retrait du projet de contre-réforme du Code du travail, et à une nouvelle manifestation nationale à Paris le samedi 23 septembre.

Quelques précisions.

En principe, le projet de loi d'habilitation devrait être mis au vote à l'Assemblée nationale réunie en session extraordinaire entre le 24 et le 28 juillet. Or cela tombe pendant les vacances d'été, donc il serait impossible d'organiser une manifestation nationale et unitaire de masse pendant cette période.

Ensuite le gouvernement se donne un mois pour transmettre ses ordonnances au Conseil d'Etat, le 28 août au plus tard.

Et c'est le 20 septembre qu'il a programmé leur adoption en Conseil des ministres, d'où la date du 16 septembre que j'ai retenue pour la manifestation à Paris, donc avant qu'elles ne soient adoptées.

J'ignore si un parti va se saisir de cette proposition. Ce n'est qu'une esquisse de proposition, elle doit être enrichie et peut être modifiée évidemment, on retiendra la trame et l'orientation

Je vais l'adresser le plus tôt possible à toutes les formations politiques et toutes les organisations syndicales, à tous les courants ou tendances du mouvement ouvrier dont je possède les coordonnées électroniques, je vais rechercher celles qui me manquent.

Pas un militant, pas un travailleur ne comprendrait qu'une organisation qui prétend parler en leurs noms refuserait de se mobiliser dans l'unité contre ce projet d'ordonnances. Nous refusons d'emblée tout appel à des journées d'action, à toute action de division. Il va de soi que je ne vais pas adresser cette proposition au PS et à ses satellites. Quant au PCF, je vais effectuer cette démarche en direction de différents courants, hormis celui de sa direction.

Si aucun parti ne voulait prendre l'initiative d'un tel appel, parce qu'il craindrait que cela soit mal reçu ou interprété par ses concurrents, je veux bien leur servir d'intermédiaire ou prendre sur moi cette responsabilité, personne ne pourrait invoquer le profit que pourrait en tirer un ouvrier ou un militant vivant isolé à l'autre bout du monde, qui plus est inorganisé ou lié à aucune formation politique.

J'ai laissé de côté volontairement un grand nombre d'aspects liés à ces ordonnances. Par exemple l'atomisation des travailleurs ou l'individualisation de leurs droits qui tend à nier leur appartenance à une classe sociale distincte de celle des capitalistes, de sorte qu'ils ne puissent plus défendre des droits collectifs puisqu'ils n'existeraient plus ; la concurrence accrue qui en découlerait entre les travailleurs ; leur objectif corporatiste, totalitaire...

Je vous tiendrai informé de mes démarches et des réponses que j'ai reçues, si j'en reçois, non pas que je serais pessimiste, disons qu'il faut s'attendre à tout ou ne se faire aucune illusion ! Mais ne polémiquons pas inutilement, laissons de côté nos désaccords, les oligarques tentent de frapper un grand coup notre classe, eux ils sont unis, alors essayons d'être à la hauteur de ce formidable défi, sachons faire preuve d'intelligence, d'unité et de fraternité pour une fois et nous pourrons les vaincre.

N'oublions pas que dans tous les cas de figure, 1^{er} et 2^{ème} tour de la présidentielle, 1^{er} des législatives des Français établis à l'étranger, Macron et son parti n'ont obtenu le soutien que de 10 à 15% de la population, ils auront peut-être demain la majorité absolue à l'Assemblée nationale, mais dans le pays ils seront ultra minoritaire et illégitime pour appliquer leur programme ultra réactionnaire, c'est cela qu'on doit conserver à l'esprit et qui doit nous motiver, car dans ces conditions on peut gagner cette bataille, reste à savoir si ceux qui prétendent nous représenter répondront ou non à cet appel, que je appelle évidemment à relayer le plus largement possible.

Quelques réflexions politiques

1- Ma causerie d'avant-hier pourrait être une modeste contribution au 11e congrès du POID...

2- La Tribune des Travailleurs 05.06 (Facebook) : "*Nous ne vous disons pas votez pour nous et tout ira mieux. Nous disons construisons le parti ouvrier qui nous manque*".

C'est un raccourci un peu sommaire, mais l'orientation est correcte. Je rajouterai : le parti ouvrier qui lutte pour prendre le pouvoir, car on ne peut susciter l'intérêt ou la curiosité des travailleurs, si on n'affiche pas notre détermination pleine et entière à aller jusqu'au bout de notre combat, à ne rien lâcher...

3- Franceinfo - "*Les ressortissants français vivant à l'étranger ont déjà voté pour le premier tour. C'est un raz-de-marée pour La République en Marche.*" Franceinfo 05.06

Normal, les expatriés sont des nantis dans l'immense majorité des cas. Soit ce sont des hommes d'affaires ou des gens qui font du business, soit ce sont des salariés du privé ou du public motivés avant tout par l'appât du gain et dont la rémunération sera doublée ou triplée (fonctionnaires). Tous sont déconnectés des difficultés quotidiennement que subissent les travailleurs en France. Cette expérience ou leur situation de privilégiés flatte plutôt leur individualisme au lieu de concourir à l'élévation de leur niveau de conscience.

Je rappelle que j'ai quitté la France et que je suis installé en Inde du Sud depuis le 16 août 1996. Mon dernier séjour en France remonte à mai 2002, pendant un mois. Je n'ai aucun contact avec des Français établis en Inde.

4- Avec un taux d'abstention et de votes blancs ou nuls de 83% en moyenne, il faut relativiser ce "raz-de-marée" qui en réalité n'a pas eu lieu, c'est une pure mystification. Les résultats du premier tour des législatives des ressortissants français vivant à l'étranger témoignent au contraire un rejet massif de tous les partis qui présentaient des candidats ou à une désertion des institutions.

5- Les croyants sont des ignorants.

Remplacez *Amérique* par France : Croyance irrationnelle dans le destin "exceptionnel" de l'Amérique.

5- Effet d'annonce trompeur.

Bandwagon signifie suivre le mouvement ou prendre le train en marche. Ils appellent ainsi l'effet "*d'attraction du triomphe promis*" au parti de Macron aux législatives qu'ils ont entièrement fabriqué à coup de propagande hystérique digne du ministère de l'Information du IIIe Reich.

6- En oligarchie. Coup d'Etat contre le droit du travail.

Ils affirment qu'il faut "libéraliser le marché du travail pour faciliter l'embauche et donc réduire le chômage", autrement dit, le droit du travail en vigueur serait responsable du chômage et non la crise du capitalisme, ce serait les travailleurs qui en seraient responsables et non les capitalistes.

Nous disons, si les droits légitimes des travailleurs, si le progrès social, si le droit du travail, un salaire (minimum 2.000 euros net par mois) et des conditions de travail décentes (35 h maximum hebdomadaire, voire 30 ou 32 h) sont incompatibles avec l'existence du capitalisme, il doit disparaître, car rien ne peut justifier que les travailleurs soient réduits en esclavage.

7- Cazeneuve multiplie les offres de service à Macron

Grille de lecture.

Bernard Cazeneuve souhaite que Macron « réussisse » à liquider ce qui reste du droit du travail, et comme la politique de Macron s'inscrit dans la continuité de celle de Hollande, il serait logique que le PS mette la main à la pâte en participant à une « coalition » avec LEM.

Quant à la crainte qu'il a formulé que cet appel d'offre soit rejeté au profit d'un « parti unique », on ignore à ce stade si cette perspective pourrait se réaliser car elle coïnciderait avec l'instauration d'un régime ouvertement totalitaire.

Que la tentation soit grande chez les oligarques d'avancer dans cette voie ne fait aucun doute pour l'avoir formulée à de multiples reprises de longue date. De plus, l'évolution de la situation politique marquée par le refus grandissant de pans entiers de la société de participer aux processus électoraux ou institutionnels, sans qu'émerge un nouveau parti ouvrier digne de ce nom, témoigne de la passivité ou de la soumission de dizaines de millions de travailleurs face au sort qu'on leur réserve et à la dérive totalitaire des institutions, de sorte que l'oligarchie peut estimer le moment venu maintenant qu'elle détient le pouvoir politique, tous les pouvoirs en réalité, de le confisquer de manière autoritaire en instaurant une sorte de monarchie constitutionnelle héréditaire dont personne ne pourrait contester la légitimité. Dans ce cas de figure, tous les autres partis ou acteurs politiques ne joueraient plus qu'un rôle de figurants accessoires dans cette dictature absolue.

Si ce scénario peut paraître invraisemblable à première vue, il n'en demeure pas moins qu'il correspond à la stratégie politique formulée par les idéologues du néolibéralisme qui exclut toute forme de contestation.

J'ai abordé cette question à de nombreuses reprises dans des causeries au risque de passer pour un farfrelu ou un dégénéré s'étant écarté de la lutte des classes ou du socialisme subissant l'influence de je ne sais quelle théorie du complot, sauf que maintenant nous y sommes ou les choses se précisent. Comme quoi mes détracteurs feraient bien de réfléchir aux questions que je soulève, au lieu de perdre leur temps à me contredire systématiquement sans avancer le moindre argument sérieux ou d'essayer de me salir...

Bernard Cazeneuve : "Je pense par exemple que nous avons besoin sur la justice sociale, sur l'école, sur les services publics, de parlementaires de la gauche de gouvernement à l'Assemblée nationale si nous voulons que ce quinquennat réussisse et ne s'engage pas dans une mauvaise direction", a-t-il déclaré.

Prenant l'exemple de la hausse de la CSG prévue par le gouvernement pour financer la suppression des cotisations salariales, l'ancien Premier ministre a estimé que "cette mesure de pouvoir d'achat, qui n'est pas nécessairement mauvaise, implique pour être appliquée dans de bonnes conditions, qu'il y ait des parlementaires de gauche à l'Assemblée nationale".

"Je ne dis pas que Emmanuel Macron n'atteindra pas son objectif avec les candidats d'En Marche, mais je pense que s'il veut réussir l'ambition de modernisation qu'il porte, il est préférable que nous ayons une coalition dans laquelle chacun est respecté", a-t-il ajouté.

"On le sait et les sondages sont tous là pour en attester: le président Emmanuel Macron aura une majorité absolue à l'Assemblée", a-t-il ajouté.

"Et donc la question de cette élection (...) est de savoir si on aura un parti unique ou si on aura aussi d'autres expressions qui permettront de concourir à la démocratie et de faire en sorte que y

compris l'opinion publique puisse être alertée quand il y a des sujets qui le méritent", a-t-il poursuivi, jugeant par ailleurs qu'il faudrait "complètement refonder" le Parti socialiste mais qu'un changement de nom relevait du "gadget". AFP 06.06

Régime totalitaire. Matraquage gouvernemental et médiatique macromaniaque.

- Législatives : raz-de-marée en vue pour la République en marche - Franceinfo
- Carton plein aux législatives pour Emmanuel Macron ? - LePoint.fr
- Législatives: Macron prédit "plus de 400 députés" pour son parti - L'Express.fr
- Législatives : razzia en vue pour La République en Marche - Franceinfo
- Législatives : Alain Juppé soutient Aurore Bergé (REM) face au candidat LR - LePoint.fr

Numéro d'équilibrisme.

- Réforme du code du travail: "Un coup d'Etat social", selon Mélenchon - AFP

Jean-Luc Mélenchon s'est inquiété mardi que "beaucoup de gens" soutiennent "de manière aveugle" Emmanuel Macron "alors qu'il est en train de procéder à un coup d'Etat social" avec la réforme du code du travail.

"Il est incontestable que beaucoup de gens se vouent d'une manière un peu aveuglée au chef de l'Etat alors même qu'il est en train de procéder à un coup d'Etat social", a affirmé sur TF1 le chef de la France insoumise, présentant sa formation comme "la seule dans une opposition humaniste et républicaine" à M. Macron.

"Mon rôle est d'alerter: ne vous laissez pas endormir. Depuis trois semaines, il y a un concert de louanges pour le chef de l'Etat, c'est pas bon! Ne lui donnez pas le pouvoir absolu, ne lui donnez pas les pleins pouvoirs!", a demandé celui qui est candidat aux législatives dans les Bouches-du-Rhône.

"Equilibrez l'Assemblée, faites en sorte qu'on entende la voix du camp du travail, de l'humanisme et de l'écologie (...) et qu'elle soit forte", a-t-il encore plaidé.

Alors que le gouvernement a dévoilé mardi son programme et son calendrier pour réformer le code du travail, M. Mélenchon a qualifié de "factuelle" l'idée que cela équivalait à un "retour au XIXe siècle".

"Rendez-vous compte d'une chose: 18 millions de personnes qui constituent la population active du secteur privé vont voir leur situation juridique quotidienne complètement changer sans que le Parlement ne puisse changer une ligne, un mot de ce qui a été décidé par le gouvernement", s'est-il inquiété. (Il a oublié de compter les quelque 5 ou 6 millions de chômeurs qui viennent du secteur privé et y resteront. – LVOG)

Pour lui, avec la réforme proposée par le gouvernement, c'est un "code de la route par rue": "le salaire, la durée du travail, le délai de prévenance, le CDI qui va disparaître dans l'opération, le

droit d'alerte, le droit de retraite, le traitement des jeunes qui ont moins de 16 ans au travail... Tout ça va se discuter entreprise par entreprise..." (Et que propose-t-il ? Rien ! – LVOG)

Alors que les enquêtes d'opinion prédisent une large majorité pour La République en Marche, le mouvement du chef de l'Etat, M. Mélenchon a dit "*espérer toujours gagner*" les législatives. (Il parlait pour lui uniquement ! – LVOG)

PS et "Républicains" ont d'après lui "*fait leur temps, voilà tout. La partie se joue maintenant entre M. Macron, Mme Le Pen et la France insoumise*", a-t-il estimé. AFP 06.06

M. Macron, Mme Le Pen et M. Mélenchon, trois créations du régime en somme...

Ils osent tout

Pas l'Arabie saoudite qui a produit et financé les talibans, Al-Qaïda, Daesh...

- Qatar: "peut-être le début de la fin de l'horreur du terrorisme", selon Trump – AFP

Pendant que l'Arabie saoudite et Israël massacrent le peuple yéménite...

- En Israël, une satisfaction relative - Liberation.fr

Les pressions sur le Qatar renforcent l'axe sunnite. L'Etat hébreu espère ainsi un affaiblissement de l'Iran, chiite, malgré le risque de perdre la médiation de Doha avec le Hamas. AFP 06.06

- Les USA critiquent le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU - AFP

La représentante des Etats-Unis à l'ONU, Nikki Haley, a défendu mardi 6 juin la vision américaine du Conseil des droits de l'Homme de l'ONU, estimant que les pays violant ces droits ne pouvaient plus y avoir leur place. Elle a notamment accusé le Venezuela...

Fake news... « secrète », sans rire !

- Piratage de la campagne présidentielle américaine : un document secret de la NSA accable la Russie - Franceinfo

Ce document a été révélé par un média américain, "The Intercept". Mais le Kremlin dément "fermement" ces informations. Franceinfo 06.06

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie.

Syrie : la coalition frappe à nouveau des forces pro-régime près d'Al-Tanaf - Franceinfo

La coalition internationale contre le groupe Etat islamique a de nouveau frappé en Syrie des forces pro-régime près d'Al-Tanaf, mardi 6 juin, non loin des frontières irakienne et jordanienne. Menée

par les Etats-Unis, la coalition a bombardé un groupe "de plus de 60 soldats" avec notamment "un char" et "de l'artillerie" qui représentaient "une menace" pour les forces de la coalition présentes à Al-Tanaf, précise un communiqué (en anglais).

"Plusieurs avertissements" ont été donnés avant le bombardement via la ligne téléphonique spéciale mis en place par la coalition avec la Russie, alliée de Damas, explique la coalition. Le bombardement a détruit "deux pièces d'artillerie et des armes anti-aériennes", toujours selon le communiqué.

Ces nouvelles frappes ont lieu dans un contexte de tension de rivalités grandissantes. Le président syrien Bachar al-Assad essaie d'éviter que les Etats-Unis ne soient le pays qui dirige le combat contre le groupe Etat islamique dans l'est de la Syrie. Ses forces progressent désormais dans cette direction, après avoir remporté une série de victoires sur les rebelles à l'ouest.

Al-Tanaf est le lieu choisi par la coalition pour entraîner des forces syriennes locales destinées à se battre contre le groupe Etat islamique. Des forces spéciales américaines et britanniques sont présentes sur place depuis plusieurs mois. La coalition a établi dans un rayon de 55 kilomètres autour de la ville une zone de sécurité, dite "zone de déconfliction", où toute intrusion est considérée comme menaçante.

Mardi, les forces pro-régimes étaient déjà "bien avancées" à l'intérieur de la zone lorsque la coalition a déclenché son bombardement, selon le communiqué. "La coalition ne cherche pas à combattre le régime syrien ou les forces pro-régime mais est prête à se défendre si des forces pro-régime refusent de quitter la zone de déconfliction." Franceinfo 07.06

Afrique du Sud.

- Afrique du Sud: l'économie entre en récession, une première depuis 2009 – AFP

La menace qui planait sur l'économie sud-africaine s'est concrétisée: le pays est officiellement entré mardi en récession, une première depuis 2009, qui pourrait accentuer la pression sur les épaules de son controversé président Jacob Zuma.

Le produit intérieur brut (PIB) de l'économie la plus industrialisée du continent a reculé de 0,7% au premier trimestre 2017, après s'être contracté de 0,3% au quatrième trimestre 2016.

"L'économie sud-africaine est entrée en récession", a confirmé l'Office national des statistiques sud-africain (Stats SA).

Lors des trois premiers mois de l'année, la croissance a été minée par les faibles performances de la production électrique (-4,8%) et manufacturière (-3,7%) et le recul du secteur tertiaire (-2%).

Seuls les secteurs miniers ("12,8%) et agricoles ("22,2%) sont dans le vert, en forte reprise après une difficile année 2016.

L'annonce de cette récession a immédiatement fait chuter le rand (-1,5% face au dollar), la très volatile devise nationale.

Avec cette annonce, bien peu de signaux sont au vert pour l'économie sud-africaine.

Son taux de chômage a même atteint au début du mois son plus haut niveau depuis treize ans, avec 27,7% de la population active officiellement sans emploi.

Les fermetures d'entreprises se succèdent également dans ce pays qui fut la locomotive de l'industrie africaine.

Le constructeur automobile américain General Motors a récemment annoncé son intention de quitter le pays, où il possède plusieurs usines, tandis que le géant minier Anglo American compte supprimer 2.000 emplois dans deux sites du pays.

"La réalité, c'est que l'économie sud-africaine affiche depuis longtemps des performances bien en-deçà de ce qui est nécessaire pour donner des emplois à sa main d'oeuvre croissante", a noté Dawie Roodt, un économiste indépendant.

Ces mauvaises nouvelles surviennent deux mois seulement après le limogeage controversé du respecté ministre des Finances, Pravin Gordhan. Le président Jacob Zuma l'a brutalement remplacé fin mars par Malusi Gigaba, un de ses proches.

Deux agences de notation financière avaient immédiatement sanctionné cette décision en dégradant la note du pays en catégorie spéculative. "Il y a beaucoup d'incertitude politique en Afrique du Sud, ce qui empêche les investissements", a résumé Alan Hirsch.

Le chef de l'Etat est la cible de nombreuses critiques en Afrique du Sud pour son implication supposée dans diverses affaires de corruption qui affectent l'économie du pays.

"Notre économie est maintenant en lambeaux et c'est directement à cause du gouvernement de l'ANC (Congrès national africain), corrompu jusqu'à l'os et sans aucun plan pour notre économie", a immédiatement regretté mardi Mmusi Maimane, le chef de l'Alliance démocratique (DA), le premier parti d'opposition.

Conspué par ses opposants, le président Zuma affronte également une fronde au sein de son parti, l'ANC, qui s'inquiète de l'érosion du soutien populaire au parti de feu Nelson Mandela. Jusqu'à présent, il a cependant réussi à conserver son poste.

L'ANC élira son successeur à la tête du parti à la fin de l'année et devra trancher entre Nkosazana Dlamini-Zuma, l'ex-patronne de l'Union Africaine soutenue par Jacob Zuma et Cyril Ramaphosa, vice-président du pays au profil plus rassurant pour les investisseurs. AFP 06.06